

# Lancement de la mission internationale pour mesurer l'impact sur les droits humains de l'accaparement des terres

*Une délégation internationale voyagera dans la région brésilienne de MATOPIBA pour documenter l'impact social, économique, environnemental et sur les droits humains des acquisitions de terres à grande échelle.*

Cette semaine, un groupe de 30 défenseurs des droits humains et d'experts en développement de milieux ruraux commencera une mission d'établissement des faits (MEF) de 10 jours dans le Nord-Est du Brésil. Encouragée par les preuves existantes des violations des droits humains et de la destruction de l'environnement, la mission documentera et analysera les impacts structurels des acquisitions à grande échelle, ainsi qu'éclairera les manigances de l'industrie foncière dans la région.

## L'accaparement des terres, un phénomène qui se normalise

Depuis la crise multidimensionnelle de 2008, le phénomène de l'accaparement des terres s'est approfondi et multiplié rapidement dans le monde entier, accompagné d'un grand mouvement de capitaux par les États et les multinationales dans les zones rurales. Ceci a été de plus en plus observé dans les coulisses des expropriations violentes des populations traditionnelles de leurs terres, provoquant des retombées environnementales et sociales dévastatrices. Le Brésil, couvert d'abondantes forêts et de savanes, a été un objectif clé pour les investisseurs de l'industrie foncière, qui ont vu leurs profits s'envoler jusqu'à 400% grâce à l'expansion des agro-industries productrices de produits de base comme le soja, le sucre, le maïs, le coton, l'eucalyptus et la viande.

MATOPIBA, un terme qui se réfère à la région Nord-Est du Brésil, comprenant l'État du Tocantins et des régions voisines dans les États de Maranhão, Piauí et Bahia, est un exemple paradigmatique d'expropriation des terres. Étant donné que la déforestation et le développement conséquent des fermes coûtent très peu aux investisseurs dans les zones environnantes et apporte des rendements exorbitants, la région a été dans leur mire. Les cas d'expropriation foncière dans la région ont souvent impliqué l'acquisition de terres publiques à grande échelle auprès d'accapareurs de terres locaux renommés par des fonds de pension internationaux, via l'entremise de sociétés immobilières brésiliennes. Ces dernières, en réalité, sont des multinationales créées spécifiquement dans ce but.

## Le coût humain des acquisitions foncières

Paysans, peuples autochtones, descendants d'esclaves en fuite et autres formes de populations dites traditionnelles peuplent ces zones frontalières. Pourtant, des expulsions massives et violentes depuis le début de notre siècle ont relégué les communautés traditionnelles vers les régions voisines avec peu de ressources naturelles, qui se sont révélées insuffisantes pour leur survie.

Ceux qui sont partis définitivement et ont migré vers les villes vivent actuellement dans des bidonvilles en périphérie des grandes métropoles, essayant de survivre dans le cadre de la main-d'œuvre précaire, ou illégalement. Ceux qui ont réussi à rester, s'ils n'ont pas encore été expulsés violemment, ne peuvent survivre que s'ils travaillent dans des conditions très risquées, proche de l'esclavage, dans les fermes agro-industrielles mêmes qui occupent leurs anciennes terres.

Pendant ce temps, la déforestation et la surexploitation des terres et d'autres ressources naturelles entraînent la destruction de la biodiversité dans la région.

## La mission

Les participants visiteront durant la mission d'établissement des faits des communautés emblématiques, afin de documenter et analyser d'un point de vue des droits humains les impacts structurels des accaparements de terres. La mission examinera également les obligations de l'État du Brésil, ainsi qu'identifiera des obligations extraterritoriales concrètes d'autres États, où les multinationales appartiennent à des milieux d'affaires fonciers plus large.

La mission, organisée par FIAN International, bénéficie de la participation de : Action Aid International et Brésil, Aidenvironment; Cáritas Regional do Piauí; Comissão Pastoral da Terra Nacional and Piauí; Escola de Formação Paulo de Tarso (EFPT - PI); Federação dos Agricultores Familiares (FAF); Federação dos Trabalhadores Rurais na Agricultura (FETAG-PI); HEKS/EPER International Institute of Social Studies; La Via Campesina International et CLOC- La Via Campesina, Maryknoll, Paróquia de Santa Filomena, Instituto Comradio do Brasil; Rede Social de Justiça e Direitos Humanos; Sindicato dos Trabalhadores Rurais de Santa Filomena; Vara e Procuradoria Agrária - PI, PROGEIA (Santa Filomena), ainsi que les sections de FIAN International en Allemagne, Pays-Bas et Suède.

Une conférence de presse aura lieu à Brasilia le 14 septembre, après une audience publique avec les autorités brésiliennes. Pour des questions relatives aux médias, veuillez contacter [delrey@fian.org](mailto:delrey@fian.org)

Suivez le déroulement de la mission sur les médias sociaux à travers #BrazilLandGrab et #CaravanaMatopiba